
De: SIRIMA <sirima-delisle@wanadoo.fr>
Envoyé: mardi 6 juillet 2021 13:57
À: pref-urbanisme-ep@ille-et-vilaine.gouv.fr
Cc: Enquête publique DP
Objet: Enquete publique Projet BRIDOR sur Sevailles

Bonjour,

Le projet d'installation d'une usine BRIDOR est en totale contradiction avec le Plan PCAET du territoire.

Le plan PCAET a été construit sur la base d'un diagnostic qui a fait l'objet du document 'PCAET_LCC_Tome-1_Diagnostic.pdf'.

La construction puis le fonctionnement d'une usine BRIDOR aggraverait de façon significative tous les indicateurs que ce soit au niveau énergétique' (\$5.1) , 'Emission de gaz à effet de serre' (\$5.2), Qualité de l'air (\$5.3), le bilan spécifique sur le secteur industriel (\$5.4), la sequestration carbone (\$5.5) .

De plus le choix d'installer une telle usine serait en totale contradiction avec les enjeux du secteur industrie (\$5.4):

Enjeux :

2.1 *Le développement de l'économie circulaire et des circuits courts / Soutien au commerce de proximité*

2.2 *Le développement des emplois dans le domaine de la **transition énergétique et climatique***

2.4 *L'**efficacité énergétique** dans le tertiaire et l'industrie (process industriels, bâtiments...) et l'intégration des enjeux de la transition énergétique et climatique dans leurs stratégies*

2.5 *L'**innovation des entreprises**, pour une diversification des débouchés économiques, y compris dans la production d'ENR*

2.6 *Le développement d'une **image attractive** du territoire (dynamisme et innovation économique en matière de transition énergétique et climatique)*

2.7 *Le **changement de pratiques** et l'innovation du secteur agricole, la diversification des débouchés économiques*

3.6 *L'accompagnement des acteurs du territoire (habitants, entreprises, collectivités) au changement des pratiques de mobilité, afin de réduire le nombre de véhicules et de déplacements -*

3.10 *La réduction de l'**impact du Fret** sur le territoire -*

4.2 Le développement de la filière bois énergie et construction

4.8 Les ENR comme levier de développement économique

4.10 Utiliser les potentiels de valorisation énergétique (méthanisation, systèmes industriels, déchets, assainissement)

6.1 La sensibilisation et le développement des connaissances / conseils de tous les publics sur toutes les thématiques du PCAET (citoyen, professionnels, collectivités, élus, ...)

7.1 La prise en compte des **questions de santé publique** (liens entre impacts environnementaux et santé)

7.2 Une **alimentation et une consommation plus sobres en énergie et émissions de GES**

7.4 La réduction des déchets à la source et leur valorisation matière et énergétique (auprès de l'ensemble des acteurs : habitants, collectivités, entreprises...)

7.5 La prise en compte des impacts environnementaux des activités financières émanant du territoire (impact des placements, ...)

6.3 Information et sensibilisation sur la qualité de l'air intérieur et extérieur, et l'impact sur la santé

Par ailleurs ce type d'entreprise est très consommatrice en eau et son installation n'irait pas dans le sens d'une **préservation des ressources en eau**. Or il est écrit dans document 'PCAET-Tome-6_Resume-non-technique.pdf':

Préservation de la ressource en eau : le territoire étant soumis à une sensibilité sur la qualité de ressource en eau, il s'agit d'un enjeu environnemental prioritaire sur le territoire. Au-delà de la qualité de l'eau potable distribuée et de la sensibilité aux nitrates de la masse d'eau de la Vilaine, et du Couesnon, s'ajoute un enjeu de partage de la ressource entre la préservation des milieux naturels et les différents usagers, notamment dans un contexte de changement climatique.

La première mesure à mettre en place pour tenir les engagements du PCAET est de **ne plus introduire d'industries qui vont aggraver les indicateurs** et aller dans le sens opposé à toutes les actions du PCAET et donc réduire à néant tout le travail réalisé pour bâtir ce plan et les actions mises en place.

Le choix du lieu d'implantation est également à déplorer car il s'agit d'une zone humide et d'un bassin versant, avec de grands arbres, abritant une biodiversité importante. Le même document 'PCAET-Tome-6_Resume-non-technique.pdf' rapporte:

Biodiversité et milieux naturels : enfin, la biodiversité et les milieux naturels sont un atout pour la qualité de vie du territoire, ils présentent également des potentiels de valorisation énergétique et de puits de carbone ; l'enjeu est plutôt de viser un équilibre entre le dynamisme de développement du territoire, et la préservation des milieux naturels, la faune et la flore présente sur le territoire.

Mais, de toute façon, quelque soit le lieu d'implantation (friche industrielle ailleurs en Bretagne, site en Chine ou ailleurs), ce type d'usine n'a pas sa raison d'être car nous savons tous que ce modèle industriel est néfaste pour l'environnement et l'homme au niveau mondial et ne fait qu'aggraver le réchauffement climatique.

Les élus du territoire sont des personnes avec un niveau d'études suffisant pour comprendre les enjeux environnementaux et je ne pense pas qu'ils soient majoritairement 'climatosceptiques'. Je suis donc persuadée qu'ils comprennent les enjeux et croient les scientifiques, reconnaissent une vérité dans les rapports du GIEC, par exemple.

Il me semble également évident qu'ils peuvent comprendre pourquoi 'aider BRIDOR à se développer' est ressenti comme une façon de favoriser le capitalisme. Or le mot 'Capitaliste' est considéré comme une insulte par certains élus. Il faudrait donc expliquer aux habitants pourquoi soutenir l'accroissement de BRIDOR n'est pas capitaliste car quelque chose nous a échappé.

Alors que tous les efforts devraient se porter sur les actions du PCAET et **notamment à la création d'emplois au service de ce plan climat**, les élus se démènent pour que l'entreprise BRIDOR fasse plus de bénéfices en construisant une nouvelle usine.

Je ne comprends absolument pas que des élus ne puissent pas dire 'NON'. Si ce 'NON' est vraiment impossible, pourquoi accepter de rester pour défendre ce type de projet?

Je ne comprends pas comment on peut accepter qu'à la place des élus, ce soit les jeunes qui aillent au front et se mettent en danger pour défendre leur avenir en empêchant la construction d'une usine dont on connaît les effets dévastateurs sur la planète et les hommes.

Mais oui, en fait, pourquoi ce ne serait pas le rôle des élus de prendre des positions courageuses et d'agir intelligemment pour l'avenir!

Je ne comprends pas que, dans ce contexte de **lutte pour la défense** de la planète et de notre avenir à tous, les élus jugent la prise de parole 'forcée' (sans aucune violence physique - à l'aide d'un mégaphone) comme un acte de violence et utilisent la presse pour ternir l'image de ceux qui se battent.

Pour moi, **ce qui est violent, mille, cent Mille, 1 Million de fois plus violent** que de prendre la parole de force pour lire un texte et être entendu, c'est de continuer à construire des usines comme celle de BRIDOR!

Cordialement.

Mme Bénédicte Sirima-Delisle.